

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 3

Numéro dans les séries spéciales :  
2011 TM.

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
  
Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

FIXATION DU PRIX DE VENTE DE L'EAU  
DANS LES SERVICES LOCAUX DE DISTRIBUTION

DOCUMENTS A ANNOTER

- Instruction n° 66-142 M 0 du 29 décembre 1966.  
Instruction n° 69-25 M 0 du 24 février 1969.  
Instruction n° 69-42 M 0 du 25 avril 1969.

L'instruction n° 66-142 M 0 du 29 décembre 1966 a prescrit, pour les services locaux de distribution d'eau, la tenue d'une comptabilité distincte dont les modalités ont été fixées par les instructions 67-113 M 0 du 12 décembre 1967 et 69-67 M 0 du 12 juin 1969.

Il en résulte que désormais ces services sont en mesure de déterminer le coût de leur fonctionnement et de dégager le prix de revient du mètre cube d'eau vendu. Tel était d'ailleurs l'un des objectifs de la réforme comptable.

Dans ces conditions, les dispositions en vigueur, relatives à la fixation des prix de vente de l'eau, qui avaient été prescrites à titre provisoire dans l'attente de la mise en œuvre de cette réforme, sont abrogées et remplacées par la circulaire interministérielle n° 172 du 26 mars 1970 reproduite en annexe de la présente instruction.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
GT  
30

RGP	PGT	TPG	DOM	TPC-RF	P	HLM
-----	-----	-----	-----	--------	---	-----

**INSTRUCTION**  
**N° 70-47 - M 0**  
**du**  
**5 mai 1970**

— 2 —

La nouvelle réglementation modifie ou précise les conditions de recevabilité des demandes d'augmentation de tarifs, notamment sur les points suivants :

- 1° Le ratio d'autofinancement n'a plus à être produit par les services de distribution d'eau ;
- 2° En revanche, les demandes de relèvement des tarifs doivent toujours être accompagnées d'un certificat dégageant le ratio de facturation ; la circulaire précise comment sont déterminés ses éléments et comment doivent en être appréciés les résultats ;
- 3° Enfin, lorsque le service est directement exploité par la collectivité, les demandes ne sont recevables que si le service tient une comptabilité conforme aux instructions budgétaires et comptables en vigueur, notamment l'instruction 69-67 M 0 du 12 juin 1969.

Si le service est concédé ou affermé, l'application des dispositions budgétaires et comptables sera néanmoins vivement recommandée et en tout état de cause adoptée lors de la conclusion d'avenants ou de nouveaux contrats afin de faciliter les contrôles prévus.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*  
ANDRÉ BLANC.

---

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE-  
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE  
DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DES PRIX  
(Bureau E 7.)

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ  
PUBLIQUE  
(Bureau D 3.)

*Lc n° 172.*

ANNEXE

à l'instruction 70-47. M 0 du  
5 mai 1970.

INSTRUCTION  
N° 70-47 - M 0  
du  
5 mai 1970

Paris, le 26 mars 1970.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

et

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

à

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
(Bureau A 2.)

MESSIEURS LES PRÉFETS (Pour attribution) ;  
MESSIEURS LES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX ;  
MESSIEURS LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ECONOMIE NATIONALE  
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DU COMMERCE INTÉ-  
RIEUR ET DES PRIX (Pour information).

**OBJET : Fixation des prix de vente de l'eau dans les services locaux de distribution.**

Les conditions et les modalités de l'aménagement des tarifs de vente d'eau sont actuellement définies par nos circulaires communes n° 89 du 12 décembre 1966, n° 497 du 9 novembre 1967, n° 135 du 7 mai 1968 et n° 153 du 18 mars 1969.

Ces instructions, qui avaient un caractère provisoire, ont permis une amélioration de la gestion des services d'eau sur les plans technique, économique et financier.

Il apparaît nécessaire à la lumière de l'expérience acquise, de modifier et de compléter la réglementation actuelle.

En conséquence, la présente circulaire remplace les circulaires interministérielles précitées qui sont abrogées.

\*  
\* \*

La délégation de compétence qui vous permet de fixer dans votre département les prix de vente de l'eau aux différents stades de la distribution (gros et détail) ainsi que les prestations s'y rapportant vous a été accordée par arrêté n° 25-626 du 29 novembre 1968.

Cette délégation de compétence doit s'exercer dans le cadre de la présente instruction qui concerne tous les services de distribution d'eau, qu'ils soient gérés directement par une commune, un groupement de communes (syndicat intercommunal) ou concédés, sous quelque forme juridique que ce soit, à une entreprise privée.

Cependant, certaines dispositions de cette instruction ne peuvent s'appliquer indistinctement aux deux formes de gestion, la régie directe ou la concession. Il sera précisé, en tant que de besoin, les prescriptions applicables à l'une ou l'autre des gestions.

\*  
\* \*



**I. — Conditions de recevabilité des demandes d'augmentation des tarifs de distribution d'eau.**

1° Les représentants des services de distribution d'eau visés par la présente instruction adresseront leur projet d'augmentation de tarifs au Préfet.

La demande des régies directes sera appuyée de l'avis de l'assemblée délibérante.

Les entreprises privées gestionnaires d'un service d'eau adresseront une copie de leur demande à l'autorité concédante à titre d'information.

2° Toutes les demandes émanant de services publics ou d'entreprises privées seront obligatoirement accompagnées d'un certificat dégageant le ratio de facturation de l'eau.

Les entreprises privées détenant les éléments comptables permettant de calculer ce ratio devront le fournir aux municipalités lorsque celles-ci le solliciteront pour appuyer une demande d'augmentation de la part du prix de vente de l'eau leur revenant, part communément appelée surtaxe communale.

**a) CALCUL DU RATIO**

Ce ratio de facturation sera établi à partir des résultats de l'exercice précédent ou, à défaut, si la demande est présentée en début d'année, à partir de ceux du pénultième exercice, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{nombre de mètres cubes d'eau facturés}}{\text{nombre de mètres cubes d'eau produits (et éventuellement achetés)}}$$

**a-1) Détermination du dénominateur (production).**

Le dénominateur de cette formule doit être déterminé selon les indications du compteur (ou des compteurs) de production installé à la sortie des usines ou installations de traitement de l'eau.

En dehors des communes urbaines ou rurales qui ont un simple système d'alimentation gravitaire, la production doit dorénavant pouvoir être mesurée au moyen de ces compteurs enregistreurs installés selon nos prescriptions antérieures.

Toutefois, si des raisons techniques sérieuses qu'il vous appartiendra d'accepter ou de rejeter se sont opposées à l'installation de ces compteurs de production, vous devrez veiller à ce que le système de décompte retenu pour mesurer les quantités d'eau produites soit suffisamment précis et basé sur des éléments incontestables en relation avec le volume d'eau produit. Les services techniques devront vous fournir à cet effet les éléments d'appréciation nécessaires.

Lorsqu'un service ne produit pas la totalité de l'eau distribuée, le volume de l'eau achetée en gros doit normalement être ajouté à celui de l'eau produite pour la détermination du dénominateur.

**a-2) Détermination du numérateur (facturation).**

Le numérateur doit être déterminé d'après les résultats de la comptabilité de l'organisme gestionnaire.

La consommation d'eau devrait dorénavant, selon les recommandations faites dans nos circulaires antérieures, pouvoir être mesurée à l'aide de compteurs enregistreurs. Nous vous demandons de veiller expressément à l'installation de ces moyens de mesure là où ils font encore défaut.

Cependant, en l'absence de tels compteurs et lorsque des forfaits sont encore consentis à des consommateurs (ex. : alimentation à la jauge), il peut être valablement tenu compte, dans le calcul du numérateur, de la consommation de ces usagers qui sera évaluée en divisant le montant du forfait par le prix unitaire moyen du mètre cube d'eau vendu.



b) NIVEAU DU RATIO DE FACTURATION

Ce ratio a pour objet de faire ressortir l'écart entre le volume d'eau produit et le volume d'eau facturé.

b-1) *Niveau minimum du ratio de facturation.*

Un écart trop important dénote soit des fuites anormales résultant d'un mauvais entretien du réseau, soit des distributions gratuites. Dans l'un et l'autre cas, il convient de remédier à la situation et de n'accorder d'augmentation que dans le cadre de mesures appropriées pour aboutir à une amélioration en hausse du niveau du ratio.

Ce niveau qui a été fixé à 0,60 en 1969 devait atteindre 0,70 dès 1970.

Il est apparu que 0,70 pouvait être trop élevé dans certains cas eu égard à l'importance relative des pertes d'eau suivant les localités desservies. Les mesures appropriées prises en vue de limiter au maximum les pertes ne réduisent pas en effet de façon constante certains écarts incompressibles entre les quantités d'eau produites et celles facturées, notamment en cas de système d'alimentation à la jauge, d'étendue importante de certains réseaux ruraux à faible consommation, de débit réduit durant plusieurs mois l'an des installations dans les stations touristiques et balnéaires.

En conséquence, le niveau du ratio de facturation est laissé à votre appréciation dans certains cas exceptionnels tels que ceux évoqués par exemple au paragraphe précédent. Dans les autres cas, il ne pourra s'établir au-dessous de 0,60 et dans les centres urbains où le réseau est relativement dense et où les consommations sont enregistrées au compteur, il devra atteindre 0,70.

Il a été noté également que, bien qu'en bonne voie, la suppression de la gratuité de l'eau est plus lente que prévue. C'est ainsi par exemple que certains contrats passés entre les municipalités et les entreprises privées contiennent des clauses de fournitures gratuites aux autorités concédantes que ces dernières abandonnent parfois avec difficulté. Dans ces cas particuliers, vous devez inciter les maires ou les présidents de syndicats intercommunaux à accepter la modification de leur contrat par conclusion d'avenants portant sur la suppression de telles clauses de fournitures gratuites d'eau.

Il est anormal en effet que, d'une part, le consommateur final subisse un tarif plus élevé du fait de cette gratuité aux services municipaux et que, d'autre part, les demandes d'actualisation de prix présentées par les concessionnaires ou fermiers dans le cadre de leur contrat soient rejetées en raison d'un niveau bas de ratio de facturation qui ne leur est pas imputable.

Mais il conviendra de veiller particulièrement à ce qu'une révision de contrat intervenant pour supprimer cette clause de gratuité aux services municipaux ne provoque, en aucune manière, une augmentation de la rémunération du concessionnaire ou du fermier. La suppression de la gratuité aux services publics doit avoir pour seul effet soit une diminution immédiate, soit une augmentation future moindre du prix de vente de l'eau au consommateur.

Nous vous rappelons en outre que les mesures de caractère social prises en faveur de certaines catégories d'abonnés doivent être supportées par le budget de la collectivité et non par celui du service des eaux.

b-2) *Niveau maximum du ratio de facturation.*

Les services techniques compétents estiment que le volume d'eau produit sur un réseau donné ne peut être totalement distribué et qu'il subsiste toujours une certaine marge de pertes égale dans la meilleure hypothèse à environ 5 % du volume produit.

Un ratio de facturation se situant à un niveau supérieur à 0,95 en dehors des systèmes d'alimentation à la jauge indiquerait en conséquence que les consom-



mateurs, publics ou privés, supportent la facturation de quantités d'eau non consommées, ce fait étant dû à des évaluations forfaitaires de consommation trop importantes.

Vous devez inviter les Maires ou les Présidents de Syndicats intercommunaux à être particulièrement attentifs à cet aspect particulier de la question. En présence d'un ratio de facturation trop élevé, ils auront soit à corriger ou à faire corriger en baisse les forfaits trop importants imposés aux consommateurs, soit à demander une réduction de l'évaluation forfaitaire prévue pour la consommation des services publics.

Nous vous rappelons à ce sujet nos instructions antérieures concernant la généralisation des tarifs binômes largement utilisés dans d'autres services comme ceux du gaz et de l'électricité. Le tarif binôme comprend en principe une part fixe (abonnement) couvrant une plus ou moins grande partie des frais fixes de l'exploitant tels que, par exemple, gestion des abonnés, location et entretien des compteurs, charges financières du réseau, etc., et un prix proportionnel à l'unité consommée. Il va de soi que la prime fixe doit être fonction de l'importance du branchement. Ce système de tarification évite certaines pratiques consistant à imposer un prix forfaitaire correspondant à un niveau de consommation trop élevé, ce qui constitue à l'égard de l'usager une contrainte d'autant plus discutable qu'elle s'exerce sur les petits consommateurs.

3° Selon les prescriptions de notre circulaire LC 89 du 12 décembre 1966, une comptabilité distincte et normalisée devait être tenue par les services locaux de distribution d'eau, à partir de 1968, pour que les demandes de relèvement de tarifs soient recevables.

- L'instruction n° 67-113 M 0 du 12 décembre 1967 complétée par l'instruction budgétaire et comptable n° 69-67 M 0 du 12 juin 1969 du Ministère des Finances, élaborées en liaison avec les services du Ministère de l'Intérieur, a précisé les modalités essentielles de ces comptabilités qui sont actuellement en place dans tous les services d'eau et d'assainissement.

La tenue de cette comptabilité distincte permet de déterminer le coût de fonctionnement du service et d'établir le prix de vente de l'eau qui doit être facturé à l'usager.

Les relèvements de prix nécessaires à l'équilibre financier des services de distribution en régie directe seront donc calculés dorénavant dans le cadre de cette comptabilité normalisée dans la limite toutefois du barème d'augmentation prévu au chapitre III de la présente instruction. L'étude de la demande doit être effectuée dans les délais les plus rapides possibles ne devant pas excéder, en tout état de cause, deux mois à partir de la date de dépôt de la requête.

Ces instructions budgétaires et comptables ne s'imposent qu'aux administrations publiques. Les sociétés privées, concessionnaires ou fermières, ne sont pas tenues de les appliquer directement et sont d'abord liées par la convention passée avec la collectivité locale.

Toutefois, elles peuvent être étendues et éventuellement adaptées à ces services à l'occasion du renouvellement des contrats ou de la passation de nouveaux contrats et d'avenants.

Quoi qu'il en soit, les entreprises privées ne sont pas pour autant dispensées de fournir aux fonctionnaires qui ont à connaître de leur demande de relèvement de prix, les éléments d'appréciation relatifs à la justification des hausses sollicitées. Il convient de rappeler également que les articles 378 et suivants du Code de l'Administration communale font obligation aux entreprises liées aux collectivités locales de produire périodiquement les comptes détaillés de leur gestion.



En vue d'éviter cependant les lenteurs constatées jusqu'à présent dans l'examen des demandes d'augmentation des tarifs d'eau, il est indispensable de considérer qu'en ce qui concerne les entreprises privées, les contrôles qui doivent être effectués ont un caractère et un but différents. Ils doivent être menés de ce fait indépendamment l'un de l'autre.

**a) CONTROLES RELATIFS AUX DEMANDES D'AUGMENTATION DE TARIFS RÉSULTANT DE L'APPLICATION DES FORMULES DE REVISION EXISTANT AUX CONTRATS DE CONCESSION OU D'AFFERMAGE**

Ces contrôles doivent être effectués dans les délais les plus rapides possibles ne devant pas excéder en tout état de cause, deux mois à partir de la date du dépôt des demandes.

Ils consistent à vérifier le bien-fondé des demandes, c'est-à-dire l'authenticité des variations des paramètres des formules de revision, l'exactitude des calculs aboutissant aux augmentations de prix ainsi que ceux déterminant les ratios de facturation.

Les augmentations accordées ne pourront dépasser les limites de relèvement prévues au chapitre III de la présente instruction.

**b) ENQUÊTES SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES PRIVÉES**

Lorsque de telles enquêtes se révèlent utiles — elles devraient d'ailleurs être effectuées tous les 3 ou 4 ans — elles doivent être réalisées indépendamment des contrôles précédents.

Il convient de rappeler les raisons qui motivent ces enquêtes particulières qui peuvent aboutir de votre part, par le biais éventuellement d'une taxation de prix mais sans effet rétroactif, à une limitation de la rémunération des particuliers ou des sociétés qui exploitent ou gèrent des réseaux de distribution d'eau pour le compte de collectivités locales.

Certains contrats ne comprennent pas de clauses « de revision des tarifs maxima de base et des termes correctifs », prévues néanmoins dans les cahiers des charges types de concession ou d'affermage. Ces clauses types permettent cependant d'adapter les tarifs de base aux caractéristiques de l'exploitation au moment de la revision.

De ce fait, il n'a pas toujours été tenu compte, ou d'une manière insuffisante, lors de l'application des formules de variation de prix, des améliorations de productivité ou des accroissements de consommation sans augmentation notable de dépenses de fonctionnement pour les entreprises privées, mais liés par contre le plus souvent à des travaux neufs exécutés par la collectivité.

L'application des formules de variation de prix dans les contrats administratifs a pour objet essentiel d'assurer au contractant privé une sécurité inséparable de l'exécution d'un service public. Elle ne saurait avoir pour effet à la longue de dégager en sa faveur des profits sans rapport avec la situation qui existait au début du contrat, alors que la politique générale du Gouvernement s'attache à contenir les hausses de prix.

Si la conclusion de l'enquête aboutissait à une limitation par vos soins de la rémunération de l'exploitant privé, il y aurait alors matière à modification du contrat de concession ou d'affermage.

Nous vous rappelons que les entreprises privées ne peuvent s'opposer à des enquêtes approfondies de cette nature et qu'elles sont tenues de fournir aux fonctionnaires qualifiés pour les effectuer tous les éléments comptables nécessaires. C'est ainsi que les comptes analytiques d'exploitation doivent être mis à la disposition des agents chargés d'exercer le contrôle avec une définition claire et rationnelle des critères d'imputation des charges retenues, une fixation convenable des prix de l'eau supposant une bonne ventilation des frais généraux des sociétés.



**II. — Services administratifs départementaux ayant à connaître des demandes de revision de prix des services de distribution d'eau.**

Les dossiers devront être examinés sous les divers aspects technique, comptable, économique et des prix.

Il vous appartient en conséquence de saisir les services intéressés, soit le Directeur départemental de l'Equipement ou le Directeur départemental de l'Agriculture, le Trésorier-Payeur Général et le Directeur départemental du Commerce intérieur et des Prix et tous autres services que vous jugerez nécessaires de consulter sur les demandes qui vous seront présentées.

Les avis de ces différents services doivent être donnés rapidement, le rejet ou l'acceptation de la demande devant aboutir dans un délai maximum de deux mois.

**III. — Relèvements de tarifs autorisés.**

Pour chacune des années 1970 et 1971 les maxima de hausse susceptibles d'être accordés par rapport au prix moyen du mètre cube d'eau dans une exploitation donnée, toutes redevances accessoires comprises, s'établissent de la manière suivante :

PAR RAPPORT A UN PRIX DE VENTE MOYEN du mètre cube durant le dernier exercice.	HAUSSE maximum au mètre cube.
Inférieur ou égal à 60 centimes .....	10 centimes.
Supérieur à 60 centimes et inférieur ou égal à 70 centimes.....	8 centimes.
Supérieur à 70 centimes et inférieur ou égal à 80 centimes.....	7 centimes.
Supérieur à 80 centimes et inférieur ou égal à 90 centimes.....	6 centimes.
Supérieur à 90 centimes et inférieur ou égal à 1 F.....	5 centimes.
Supérieur à 1 F .....	5 %.

**IV. — Dépassement des relèvements de tarifs autorisés.**

a) Les services centraux de nos deux départements statueront dans les cas de demandes de relèvement de tarifs dépassant les plafonds autorisés au chapitre III, ci-dessus, pour les communes de plus de 5.000 habitants.

A cet effet, vous aurez à transmettre les dossiers relatifs à ces demandes, appuyés de votre avis, en deux exemplaires au Ministère de l'Intérieur (Direction générale des Collectivités locales, bureau A 2) et en un exemplaire au Ministère de l'Economie et des Finances (Direction générale du Commerce intérieur et des Prix, bureau E 7).

Il vous sera possible naturellement, avant transmission à nos administrations, d'accorder la hausse qui est de votre compétence si celle-ci vous paraît justifiée, en nous informant toutefois de la décision que vous aurez prise.

b) Par contre, l'étude des dossiers concernant les demandes de relèvement de tarifs dépassant les plafonds prévus par cette instruction pour les communes de faible importance, présente des difficultés à l'échelon de nos administrations centrales.

Certains de ces réseaux semblent être gérés en dehors de toute notion de rentabilité et les possibilités d'aménagements techniques qui pourraient atténuer sinon supprimer les déficits d'exploitation, échappent à nos services.



En conséquence, il vous appartiendra de décider des demandes d'augmentation présentées par les communes ou groupements de communes comptant une population totale inférieure à 5.000 habitants.

Mais vous devrez rechercher des améliorations de la gestion de ces réseaux en luttant contre le gaspillage et en préconisant, chaque fois que cela sera possible, un regroupement de réseaux isolés en syndicats intercommunaux. A la limite même, vous aurez à décourager les extensions qui entraînent un endettement important de la collectivité et une augmentation corrélative des prix, lorsque, par exemple, la consommation moyenne de l'abonné domestique se maintient annuellement, après plusieurs années d'exploitation, au-dessous de 20 mètres cubes.

#### **V. — Redevances dues aux agences financières de bassin.**

Les agences financières de bassin ont institué progressivement depuis l'année 1968 les redevances prévues par l'article 14 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et par les textes pris pour son application.

Ces redevances sont assises notamment sur le nombre de mètres cubes d'eau prélevée dans la ressource (nappes souterraines, sources, cours d'eau). Les redevables sont les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, qui effectuent le prélèvement, ce qui est le cas des communes et des syndicats intercommunaux exploitant un réseau de distribution public, et de leurs concessionnaires ou fermiers.

Ces redevances sont destinées à couvrir les dépenses des agences financières de bassin en vue de l'amélioration des ressources en quantité et en qualité au profit des différents usagers de l'eau. Elles constituent pour les services de distribution d'eau des charges de même nature que celles qu'ils devraient supporter s'ils procédaient eux-mêmes aux dépenses d'amélioration des ressources, mais ces charges sont réparties entre les usagers d'un même bassin ou fraction de bassin selon les critères d'intérêt commun retenus dans le programme d'action des agences. Le taux de ces redevances est donc variable en fonction de la nature et de l'acuité des problèmes de l'eau à résoudre dans chaque zone d'application.

Les conditions de leur répercussion sur les tarifs ne sont pas toujours compatibles avec les modalités prévues par la présente instruction.

En conséquence, les relèvements de tarif découlant de l'accroissement des charges des services imputables aux redevances de prélèvement perçues par les agences financières de bassin seront fixés par vos soins indépendamment des maxima de hausse autorisés dans le cadre général de cette circulaire qu'il s'agisse d'un service exploité en régie directe ou d'un service concédé ou affermé.

Dans le cas des services concédés ou affermés, les sociétés contractantes seront redevables à l'agence pour les quantités d'eau qu'elles prélèvent. Ces redevances n'étant pas prévues dans les contrats en cours, il y a donc lieu de considérer comme recevables les demandes d'augmentation exceptionnelles de tarif que les sociétés concessionnaires ou fermières seront amenées à présenter pour en assurer la prise en compte.

Nous attirons cependant votre attention sur le fait que l'opération même de recouvrement des redevances sur les usagers ne pourra donner lieu à aucune rémunération. En effet, cette opération ne comporte pas de frais pour les services de distribution, la redevance étant incorporée dans le prix de l'eau d'une part, et d'autre part, sa perception sur les usagers étant préalable au versement des sommes dues par la collectivité à l'agence financière de bassin.

La redevance due par la collectivité ne peut donc être répercutée que strictement sur les consommateurs public, industriel ou domestique.



D'une façon générale, les hausses dues aux redevances de prélèvement des agences seront calculées au mètre cube d'eau distribuée en tenant compte pour chaque service :

- 1° Des différentes ressources utilisées par la commune ou le groupement de communes et des taux de redevances applicables à chacune de ces ressources, y compris, éventuellement, celles dans lesquelles les prélèvements ne sont soumis à aucune redevance. Ainsi, dans le cas où un même service de distribution d'eau utilise plusieurs ressources, la majoration de prix résultera d'une péréquation des différentes redevances qui leur sont applicables.
- 2° Du rendement du réseau de distribution qui doit être au moins égal au ratio de facturation défini plus haut et qui traduit l'écart entre les volumes d'eau produits et les quantités effectivement distribuées.

Il conviendra de veiller attentivement et sous un double aspect aux demandes d'augmentation de tarifs présentées par les communes qui sont situées dans les zones d'intervention des agences de bassin :

- a) Ces communes ne devront pas en effet engager de travaux propres risquant de faire double emploi avec ceux prévus par l'agence de bassin ;
- b) Bénéficiant éventuellement d'une aide de l'agence de bassin, ces communes, pour justifier leurs demandes d'augmentation normale du prix de vente de l'eau, ne devront retenir que la part du montant des travaux incombant à leur budget.

#### **V. — Dispositions diverses.**

Nous vous rappelons en outre que :

- 1° Les arrêtés portant relèvement des tarifs dans les communes des agglomérations de plus de 50.000 habitants seront adressés en 3 exemplaires aux services ci-après :
  - 2 exemplaires au Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Collectivités locales, bureau A2 ;
  - 1 exemplaire au Ministère de l'Economie et des Finances, Direction générale du Commerce intérieur et des Prix, bureau E 7 ;

- 2° Un rapport général devra être établi pour les années 1970 et 1971 entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre de chacune de ces années.

Il sera adressé aux services visés ci-dessus et, en outre, à la Direction de la Comptabilité Publique, bureau D 3 du Ministère de l'Economie et des Finances ;

- 3° Les arrêtés de prix que vous prendrez ne pourront avoir de caractère rétroactif.
- 4° La présente circulaire ne devra pas être mentionnée dans les arrêtés préfectoraux, non plus que les dérogations particulières prises à l'échelon des administrations centrales et accordant des dépassements des tarifs. Toutes dispositions devront d'ailleurs être prises pour éviter toute possibilité d'actions contentieuses (cf. circulaire LC n° 43 du 8 janvier 1965 du Ministre des Finances et des Affaires économiques). En outre, ces arrêtés étant pris dans le cadre de l'ordonnance 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, il est rappelé aux Préfets que les Comités départementaux des Prix doivent être consultés préalablement.

*Le Ministre de l'Economie et des Finances,*  
**V. GISCARD D'ESTAING.**

Pour le Ministre de l'Intérieur :  
*Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur,*  
**ANDRÉ BORD.**